

Pays Basque, Le 3 octobre 2016,

Bonjour,

Nous avons accompagné, à un titre ou à un autre, le processus de paix qui a suivi votre décision de mettre fin définitivement à la lutte armée. Nous constatons que ce processus est aujourd'hui enlisé. Nous pensons que la situation actuelle ne peut perdurer sans risque.

C'est pourquoi, parce que nous restons attachés à ce que s'ouvrent les voies d'une solution partagée par tous, nous croyons qu'il est indispensable d'aller plus loin. Face au blocage actuel des deux Etats, nous pensons que la société civile doit prendre l'initiative et garantir, comme cela est stipulé dans les déclarations de Bayonne et Paris, que les questions du désarmement, du retour des prisonniers et exilés, de la reconnaissance des victimes et de la mise en place d'une commission de type «Vérité et Réconciliation» connaissent un nouvel élan.

En décembre 2015, vous avez publiquement communiqué par la voix de votre représentant David Pla votre volonté d'inventorier et de mettre sous scellé votre arsenal. Nous sommes disposés à nous engager en vous proposant notre participation concrète à des initiatives pouvant permettre l'aboutissement de ce processus de désarmement, et l'avancée du processus de paix dans sa globalité.

Dans le cas où vous jugeriez notre proposition opportune, nous sommes disposés à échanger avec vous, ainsi que les organismes internationaux en charge de ce dossier, afin de définir les modalités de la participation de la société civile dans le processus de désarmement.

Restant dans l'attente de votre réponse,

**Michel Tubiana** , Président d'Honneur de la Ligue des Droits de l'Homme

**Mixel Berhocoirigoin**

**Jean Noël Etcheverry (Txetx)**



Pays Basque, le 19 octobre 2016

Messieurs,

Nous vous sommes reconnaissants de votre initiative. Les engagements que vous avez pris jusqu'à aujourd'hui sur le chemin de la paix méritent d'être soulignés, et nous saluons votre volonté et votre disposition à les consolider.

Nous vous remercions sincèrement pour votre engagement. En effet, nous rencontrons de grandes difficultés à aller de l'avant dans l'agenda de la résolution. L'absence de volonté des Etats pour progresser dans cet agenda est évidente. Ils entravent de plus la moindre petite avancée. En ce qui concerne la question du désarmement à laquelle vous faites référence, il est patent que l'inventaire des armes et des explosifs ayant été réalisé, la procédure de mise sous scellé de notre arsenal a subi des attaques diverses et variées.

Le point de vue d'ETA est que la résolution doit être intégrale. Tous les sujets doivent être solutionnés, pour que la paix puisse s'enraciner de façon définitive. Les questions de l'armement et des prisonniers en constituent les deux principaux exemples. Ceci étant, nous sommes conscients que chaque sujet en particulier, dans la mesure du possible, doit pouvoir progresser afin de créer les conditions pour que des avancées soient possibles sur l'ensemble des domaines.

Ainsi, compte tenu des problèmes rencontrés, et en étant conscients de l'intérêt de votre proposition de contribuer au processus de désarmement, ETA vous fait savoir qu'elle est prête à entrer dans cette voie, c'est à dire à procéder à la mise hors d'usage de ses armes et à la destruction de son arsenal par le biais de la société civile et en collaboration avec les acteurs internationaux, sans écarter la possibilité d'une participation des Etats garante d'une plus grande sécurité de cette procédure. Dans tous les cas, voici la position d'ETA à ce jour : nous sommes disposés à remettre nos armes entre les mains de la société civile du Pays Basque afin qu'elle procède à leur destruction en collaboration avec les acteurs internationaux. Il serait nécessaire aussi de rechercher l'implication et le soutien des institutions basques. Evidemment, afin qu'elle soit la plus efficace possible, vous devrez étudier les moyens que nécessitent la mise en oeuvre d'une telle procédure.

Dans l'éventualité où vous disposeriez des moyens nécessaires à sa concrétisation, et seriez prêts à aller de l'avant dans cette procédure, nous devons définir la méthode permettant sa réalisation.

En espérant avoir de vos nouvelles prochainement, nous faisons parvenir l'expression de nos sentiments respectueux :

Le Comité de Direction d'Euzkadi Ta Askatasuna



Pays Basque, Le 2 novembre 2016,

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre réponse.

Nous en apprécions les termes, et nous vous remercions de votre confiance.

Nous vous proposons de transférer à la société civile la responsabilité politique du processus de destruction de votre arsenal sous le contrôle de la Commission de Vérification Internationale. Cette procédure s'inscrit dans une perspective plus globale de renforcer le processus de paix, qui doit pour être complet résoudre d'autres questions (prisonniers etc.). Nous sommes prêts à faire tout notre possible pour permettre le transfert rapide et complet de cette responsabilité à la société civile.

Nous déploierons les efforts nécessaires pour impulser les contacts utiles avec les différents représentants de cette société civile, les différentes institutions du Pays Basque et les acteurs internationaux. Nous nous engageons également à voir quelles seraient les possibilités de participation des Etats pour ordonner et sécuriser ce processus.

Nous prendrons très vite des initiatives concrètes permettant d'impulser une telle dynamique, et demandons pour les rendre possibles l'établissement d'un canal de communication adapté avec vous.

Nous vous prions de croire en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

**Michel Tubiana**  
Président d'Honneur de la  
Ligues des Droits de l'Homme

**Mixel Berhocoirigoin**

**Jean Noël Etcheverry (Txetx)**



En Euskal Herria, le 15 novembre 2016

Jaun agurgarriak

Tout d'abord, nous vous faisons parvenir nos salutations. La disposition dont vous témoignez pour aller de l'avant sur la voie de la paix dans votre second courrier est tout à fait appréciable. Il faut remarquer que si d'autres acteurs avaient fait preuve ne serait-ce que d'un semblant de disposition équivalente, nous nous situerions dans une meilleure situation. Nous ne doutons pas que par le biais de votre initiative le processus de paix pourra dépasser les obstacles auxquels il est confronté.

L'organisation ETA veut vous faire savoir qu'elle adhère à l'esprit de votre démarche, et vous communique les décisions suivantes qu'elle a prise :

- Les travaux d'inventaire et de scellé des armes et des explosifs étant terminés (pour ce qui est de la partie techniquement réalisable), nous rentrons dans la phase de désarmement.
- Nous allons requérir l'aide d'acteurs internationaux pour pouvoir mener à bien cette phase. Dans cette perspective, nous allons demander à la Commission Internationale de Vérification de faire évoluer et d'élargir le champ de sa mission, afin qu'elle s'implique dans la supervision du processus de désarmement. N'ayez aucun doute sur la volonté d'ETA de mener ce processus de désarmement jusqu'à son terme.
- Nous déléguons à la société civile la responsabilité politique du désarmement. En ce sens, la façon dont ce processus se déroulera relève de votre entière responsabilité. Nous vous demandons une seule chose : que la procédure utilisée ne laisse aucune marge à une lecture malhonnête en termes de "gagnants et de perdants". ETA délègue à la société civile la responsabilité politique du processus de destruction de son arsenal. Notre objectif est de pouvoir déclarer dans les plus brefs délais qu'ETA n'est plus une organisation armée.

Afin que cette démarche puisse se mettre en oeuvre, nous ouvrons une voie de communication pérenne avec la société civile.

En l'attente de vos nouvelles, recevez à nouveau nos salutations.

Agréez l'expression de nos sentiments les plus respectueux :

Le Bureau Directeur d'Euskadi Ta Askatasuna



# **LA SOCIÉTÉ CIVILE A PRIS SES RESPONSABILITÉS ET A DÉCLENCHÉ LE DÉMANTELEMENT DE L'ARSENAL MILITAIRE DE L'ETA**

**Opération policière en cours pour entraver cette initiative !**

Nous, membres de la société civile, n'ayant aucun lien ni subordination avec l'ETA, avons décidé d'enclencher le processus de désarmement de l'organisation armée, et de procéder à la destruction d'un premier stock d'armes (1).

Nous appelons la société civile et tous les élus à se rassembler immédiatement et en masse, dans un esprit totalement pacifique, pour soutenir la nécessité d'un désarmement ordonné et contrôlé.

Chacun doit prendre ses responsabilités pour que le processus de paix aille jusqu'à son terme. La responsabilité d'une paix juste et durable est entre les mains de chacun.

- Parce que nous voulons contribuer à un avenir sans violence et démocratique pour le Pays Basque
- Parce que nous avons la conviction que ce désarmement est une condition incontournable permettant d'aboutir à une résolution définitive du conflit, intégrant l'impossibilité d'un quelconque retour en arrière de la violence, la prise en compte de toutes les victimes avec les réparations que cela suppose dans le cadre d'une démarche de type "vérité et réconciliation", et la libération de tous les prisonniers en lien avec le conflit basque.
- Parce que ces différentes étapes, pièces inséparables d'un processus global ne peuvent être franchies que s'il y a participation des Etats, dès la phase de désarmement.
- Parce qu'il faut sortir de cette situation absurde, où l'organisation armée veut remettre les armes à un Etat qui refuse que cela soit possible.
- Parce que 5 années après la Conférence pour la paix d'Aiete , et l'arrêt de la lutte armée, l'enlisement du processus peut engendrer des conséquences que nous ne voulons pas imaginer, nous avons demandé à l'ETA de transférer à la société civile la responsabilité politique de la destruction de la totalité de son arsenal militaire, et nous avons décidé d'engager cette destruction.

(1) Le premier stock correspond à environ 15% de l'arsenal mis sous scellé de l'ETA.

**Michel Tubiana**  
Président d'Honneur  
de la Ligue des Droits de l'Homme

**Mixel Berhocoirigoin**

**Jean Noël Etcheverry (Txetx)**